

Bové et Mélenchon volent au secours de la Poste

Hier, dès 9 heures, le collectif aveyronnais de défense et de développement des services publics (CADDSP), avait installé son quartier général à la mairie. En faisant de Firmi le centre de distribution des tracts destinés à tout le Bassin, le collectif a renforcé les efforts des élus dans leur lutte contre le démantèlement des services postaux.

Cette journée, au cours de laquelle des bénévoles ont distribué dans toutes les grandes surfaces du Bassin (Decazeville, Viézy, Aubin, Cransac, et Firmi) quelque 3000 tracts, est le préambule à celle de samedi prochain 13 janvier.

Prenant acte du refus par la préfecture de permettre la tenue d'un référendum d'initiative populaire, le collectif a en effet décidé d'organiser ce jour-là à Firmi, une journée d'expression citoyenne locale. Des informations complémentaires ont été données lors de la conférence de presse qui s'est tenue à 11h30 dans la salle de réunion de la mairie, ce samedi 6 janvier.

Après le propos d'ouverture de Roger Lajoie-Mazenc, au cours duquel il a rappelé la genèse de l'opération, la parole a été donnée à Pierre Pantanella, président du Collectif, qui a parlé, lui, «d'une problématique dépassant le contexte local». Ce dernier a fait remarquer, d'une part, que «la mise à mal des services publics n'est pas spécifique à Firmi, mais qu'elle concerne tout le Bassin, voire plus largement encore. Et



Hier matin, ici à Firmi sur le marché comme dans tout le Bassin, les passants se sont vus distribuer des tracts par le collectif aveyronnais de défense et de développement des services publics. Photo DDM.

d'autre part, que La Poste n'est pas un cas isolé, puisque de nombreux services publics, telle la SNCF par exemple, subissent des restructurations faites dans le mépris total des citoyens-usagers. Dans de très nombreux cas, la charte du service public en milieu rural, signée en juin dernier, est bafouée puisque les restructurations imposées se font sans concertation et que, de plus, elles n'apportent aucune amélioration, bien au contraire. Pour

preuve cette enquête, menée par le collectif aveyronnais de défense en juillet auprès des maires de 304 communes de l'Aveyron (hors grosses villes). Sur la centaine de réponses collectées, 69 maires se déclarent prêts à lancer un action pour l'arrêt du démantèlement des services publics.»

Sur le plan pratique, la journée du samedi 13 janvier sera donc, à Firmi, le temps de cette expression citoyenne locale ouverte à

tous. Les votes se feront sur la voie publique de 8 heures à 17 heures, à proximité de la mairie, de la poste et sur le marché.

L'après-midi, les urnes seront recentrées sur la place de la mairie. Le dépouillement aura lieu à 17 heures et sera suivi d'un meeting auquel participeront de nombreuses personnalités nationales et régionales (cf encadré) venues avec un objectif commun : sauver les services publics.

Alain Luce.

Les personnalités politiques attendues le samedi 13 janvier à 17 heures

Parmi les personnalités d'envergure nationale, on compte :

- Christian Martin, secrétaire national du parti socialiste aux services publics.

- Jean-Luc Mélenchon, sénateur PS de l'Essonne, fondateur de l'association Pour une République Sociale (PRS).

- José Bové, porte parole de Via Campesina, courant alter mondialiste.

- Lucien Jallamion, secrétaire national du Mouvement Républicain Citoyen (MRC) en charge des services publics. (Le parti de Jean-Pierre Chevènement).

- Marie-Claire Culié, Membre du comité national du Parti Communiste, en charge des services publics.

- Bernard Castagnède, porte parole du Parti Radical de Gauche. N°2 du PRG.

Ces personnalités prendront la pa-

role après le mot d'accueil du maire de Firmi, Roger Lajoie-Mazenc, et l'introduction du président du Collectif départemental pour la défense et le développement des services publics, Pierre Pantanella, qui donnera les résultats de la consultation.

Des acteurs régionaux ont en outre déjà annoncé leur participation :

- Martine Perez, conseillère régio-

nale PC, membre du bureau national et secrétaire fédérale.

- Guilhem Serieys, conseiller régional PS.

- Andréa Goumont, conseillère régionale PRG.

- Francis Martin, président de la fédération du PRG.

- Alain Fauconnier, vice-président PS du Conseil régional.

- Marie-Lou Marcel, conseillère régionale PS